

Brexit : Theresa May face à la révolte de son cabinet

ROYAUME-UNI

Le Conseil des ministres, qui doit se réunir ce lundi matin, s'annonce à haut risque pour la Première ministre.

Alexandre Couin
@alexandrecouin
— Correspondant à Londres

Un million de personnes ont défilé samedi dans les rues de Londres pour réclamer un deuxième référendum sur le Brexit. Et 5 millions de personnes ont signé, depuis mercredi, une pétition en ligne réclamant le maintien du pays dans l'Union européenne. Mais ce ne sont pas les seuls vents de contestation auxquels a dû faire face ce week-end Theresa May. Car la révolte grondait dimanche chez les députés de son propre camp, et jusqu'au sein même de son gouvernement, pour obtenir sa tête.

Le Conseil des ministres, qui doit se réunir ce lundi matin, s'annonce à haut risque pour la Première ministre. Selon le « Sunday Times », 11 ministres ont réclamé son départ. Et menacé de démissionner en bloc si elle refusait. Leur objectif serait de la remplacer dans les jours qui viennent par un Premier ministre par intérim. Son bras droit europhile David Lidington aurait reçu le soutien d'au moins six ministres. Le « Mail on Sunday » évoquait aussi le nom du Brexiter



Un million de personnes ont manifesté samedi dans les rues de Londres pour réclamer un deuxième référendum sur le Brexit. Photo Rob Pinney/LNP/REX/Shutterstock/Sipa

Michael Gove, actuellement ministre de l'Environnement. Le premier à néanmoins indiqué dimanche ne pas être intéressé, tandis que le second disait continuer de la soutenir. Quant au ministre des Finances, Philip Hammond, il averti que changer de leader au beau milieu du gué n'aiderait pas le pays à sortir de l'ornière. L'offensive intervient à un moment de grande fragilité pour la Première ministre, qui depuis quelques jours fait penser à un poulet sans tête, zigzaguant en tous sens sans savoir où il va. Alors qu'elle devait pour la troisième fois soumettre au Parlement, mardi ou mercredi, l'accord de retrait conclu fin novembre avec Bruxelles, elle a suggéré, dans une lettre écrite ven-

dredi aux députés, qu'elle ne le ferait pas « s'il apparaît qu'il n'y a pas suffisamment de soutien pour l'approuver ». Donnant une nouvelle fois l'impression d'hésiter, voire de reculer.

Discours contre-productif

A la veille du sommet de Bruxelles où elle a obtenu un report du Brexit jusqu'au 12 avril au moins, elle a fini de cabrer les députés en prononçant mercredi soir un discours télévisé aux accents populistes, où elle rejetait sur eux la responsabilité de l'impasse actuelle. Une manière, pensait-elle, d'accroître encore la pression pour arracher leur feu vert à son accord de retrait. Mais c'est tout le contraire qui s'est produit :

non seulement elle les a rendus furieux, mais elle a donné elle-même l'impression de craquer. Certains se sont indignés qu'elle joue le peuple contre ses représentants, à un moment déjà délétère où de nombreux élus font l'objet de lettres d'insulte ou de menace, qui font craindre pour leur sécurité.

La dirigeante conservatrice a aussi aggravé la défiance en menaçant il y a dix jours de réclamer à Bruxelles un report long si les députés n'approuvaient pas son « deal »... avant de se rétracter quelques jours plus tard, en jugeant finalement « inacceptable » de demander un tel délai. Un report long obligerait en effet le Royaume-Uni à organiser des élections européennes à la fin

mai. Une perspective peu enviable, qui a conduit plusieurs ministres, pour l'en dissuader, à menacer de démissionner.

Le simple fait de demander un délai a ulcéré certains Tories. L'un d'entre eux, Peter Bone, l'a ainsi accusée, mercredi au Parlement, d'avoir « trahi le peuple britannique » en repoussant la date du 29 mars. Elle avait pourtant promis aux Communes de la respecter à 108 reprises ! Theresa May devrait-elle lâcher du lest pour survivre à ce vent de révolte ? Soumettra-t-elle son accord de Brexit aux députés dès cette semaine ? Les jours qui viennent promettent d'être agités. Les conservateurs hard Brexitiers Boris Johnson (ex-ministre des Affaires étrangères), Dominic Raab (ex-ministre du Brexit) et Jacob Rees-Mogg (chef de file des eurosceptiques au Parlement) étaient tous conviés, dimanche après-midi, dans la maison de campagne de la Première ministre, à Chequers, pour participer à une réunion de crise.

Si l'accord de novembre devait finir à la poubelle, le jeu pourrait en tout cas s'ouvrir, cette semaine, quant aux modalités du Brexit. Plusieurs élus, dont le conservateur Nick Boles, ont prévu de mettre au vote ce lundi un amendement rendant la main au Parlement, dès mercredi, pour départager les différents scénarios alternatifs. Celui consistant à laisser à terme le Royaume-Uni dans une Union douanière avec l'UE pourrait revenir sur le devant de la scène. ■

Les favoris



David Lidington. Le vice-premier ministre, âgé de 62 ans, est favori parce que sans ambition personnelle. Très impliqué dans les négociations du Brexit, il pourrait négocier un report plus long et donner aux députés la main pour choisir entre les différentes options.



Michael Gove. Le ministre de l'Environnement a été l'une des grandes figures de la campagne du « Leave ». Mais les hard Brexitiers se méfient de lui et d'une alliance éventuelle avec le Labour pour aller vers un Brexit plus « soft ».

LETTRE OUVERTE AUX AUTORITÉS EN CHARGE DU PROJET DE PROGRAMMATION PLURIANNUELLE DE L'ÉNERGIE

COMMUNIQUÉ



POUR LE CLIMAT ET POUR L'INDÉPENDANCE ÉNERGÉTIQUE DE LA FRANCE, CONFIRMEZ LE DÉVELOPPEMENT DE LA GÉOTHERMIE PROFONDE, ÉNERGIE DE LA TERRE, PROPRE, DURABLE, VERTUEUSE ET STRATÉGIQUE POUR LE PAYS ET SES TERRITOIRES.

Notre pays s'est fixé l'objectif ambitieux d'une transition énergétique tournée vers un modèle durable, à faible impact carbone et respectueux de l'environnement. La France, pays aux ressources naturelles en nombre, stratégiquement attaché à son indépendance énergétique et à l'équilibre de ses territoires doit, pour réaliser cette ambition, s'appuyer sur les potentiels d'énergies renouvelables que recèlent chacune de ses régions.

L'énergie géothermique fournie par le sous-sol français représente un formidable réservoir naturel et une solution durable en plein essor. À partir d'une énergie présente localement, elle permet de produire à la fois de l'électricité et de la chaleur, par des installations parfaitement intégrées dans le paysage, au service des réseaux de chaleur urbains, des process industriels et dans les zones rurales en soutien notamment à l'agriculture.

Les professionnels de la géothermie profonde et les collectivités territoriales notamment au sein des régions de la vallée du Rhône, l'Alsace, l'Auvergne et les Pyrénées, très engagés dans le développement de projets géothermiques, appellent donc au maintien d'un cadre public favorable au développement de cette solution énergétique durable pour l'avenir des territoires, dont certains n'ont que cette énergie du sous-sol pour réussir leur transition énergétique. La géothermie profonde électrogène doit avoir sa place dans le projet de Programmation Pluriannuelle de l'Énergie actuellement en cours d'élaboration, qui détermine le cadre pour réaliser les ambitions énergétiques.

Aujourd'hui, un soutien de la puissance publique au travers d'une rémunération de la production électrique par géothermie reste indispensable au développement de cette énergie renouvelable.

La production d'électricité est la condition économique nécessaire au développement de la production de chaleur renouvelable : les investissements très importants réalisés pour cette technologie encore en voie d'industrialisation ne peuvent trouver d'équilibre financier à court terme.

Suite à l'instauration fin 2016 par le gouvernement d'un « complément de rémunération électrique » pour promouvoir l'émergence d'une filière industrielle française dans la géothermie profonde, les opérateurs ont, à ce jour, investi plus de 100 millions d'euros dans la recherche et développement et dans la construction de centrales de production. L'achèvement des premières centrales permettra de consolider la filière française qui dispose d'un potentiel important sur le territoire national mais aussi à l'international, où elle déploie et promeut le savoir-faire français.

Enfin, outre la production de chaleur et d'électricité renouvelables, la géothermie profonde présente un atout stratégique pour la transition énergétique et, plus largement, pour l'industrie française : elle constitue un enjeu majeur pour la mobilité électrique, en permettant de garantir une indépendance et une sécurité d'approvisionnement en lithium.

En effet, la géothermie profonde permet également l'extraction de lithium fortement présent dans toutes les eaux géothermales qui circulent en profondeur. Ce métal alcalin est un élément indispensable au fonctionnement de nombreux équipements dont notamment les batteries de véhicules électriques. Une extraction significative de cette ressource sur une dizaine de centrales géothermiques permettrait de pourvoir aux besoins actuels de l'industrie française, en s'appuyant sur une technologie propre, durable et respectueuse de l'environnement.

En synthèse, il est important que la Programmation Pluriannuelle de l'Énergie (PPE) soutienne la géothermie profonde par un complément de rémunération de l'électricité produite :

- > une production d'électricité renouvelable rémunérée pour permettre la production de chaleur renouvelable,
- > le soutien aux collectivités en charge d'organiser la transition énergétique de leurs territoires,

- > le besoin de stabilité du cadre légal pour la mise en confiance des investisseurs,
- > la nécessité d'encourager une filière émergente, participant à l'indépendance énergétique et au rayonnement des savoir-faire français,
- > le potentiel de création d'un approvisionnement national en lithium.
- > Une dégressivité du complément de rémunération actuel au fur et à mesure du développement des projets pour rejoindre les ENR économiquement matures.

Ce cadre favorable qu'opérateurs industriels et collectivités territoriales appellent de leurs vœux, est une réponse responsable au service du développement économique durable des territoires, dans un environnement où la lutte contre les effets climatiques trouvera sa force dans la cohésion territoriale de notre pays.

AFPG Le président 	AMORCE Le président 	FEDENE Le président 	SER Le président
RÉGION NOUVELLE-AQUITAINE Le président 		RÉGION GRAND-EST Le président 	